

Le choix cornélien du CD&V

■ Le CD&V paraît mal à l'aise dans les gouvernements de centre-droit fédéral et flamand. Pourtant, il a choisi les coalitions. Suite au "non" de Benoît Lutgen, il a dû choisir entre la peste et le choléra.

DAVE SINARDET

Professeur à la Vrije Universiteit Brussel et à l'Université Saint-Louis (Bruxelles).

Lan dernier, lorsqu'on était en route vers les élections du 25 mai, il m'arrivait de dire que la politique belge était un jeu très simple: huit millions de Belges sont appelés aux urnes et finalement c'est le CD&V qui choisit ses partenaires pour aller dans une coalition au gouvernement...

Pour les non-initiés au football (comme moi), la boutade était un clin d'œil à Gary Lineker – le célèbre (ex-) footballeur anglais qui avait dit que *"le football est un jeu simple: 22 hommes chassent un ballon pendant 90 minutes et finalement ce sont les Allemands qui gagnent"*. Je ne me référais pas seulement à l'Histoire politique (aux années arc-en-ciel et violettes près...) mais aussi aux cartes politiques qui étaient alors sur la table. La N-VA faisait déjà une cour soutenue depuis des mois au CD&V, défini comme "partenaire privilégié" et avait quasi exclu les socialistes (et les Verts) comme partenaires de coalition.

A l'époque, Bart De Wever disait qu'avec le CD&V il pourrait conclure un accord en une semaine (si, si!) Et de fait, après les élections, le choix était au CD&V. La N-VA avait franchi le cap symbolique des 30% mais surtout au détriment du Vlaams Belang avec la conséquence que le parti n'était pas incontournable.

Qui plus est, la tripartite tradition-

nelle retrouvait soudain une majorité dans le groupe néerlandophone; en effet, le CD&V et l'Open VLD avaient progressé tous les deux de deux sièges.

Face à ce choix, le CD&V opta assez rapidement pour la N-VA sous quelles conditions auxquelles De Wever ne s'opposa pas: pas de nouvelle réforme de l'Etat, pas trop de mesures symboliques franchement marquées à droite (telle la limitation du chômage dans le temps) et un deal pour les deux gouvernements (fédéral et flamand) dont le leadership serait réparti entre les deux partis.

Ce choix ne manquait pas de logique du point de vue chrétien-démocrate: entraîner la N-VA dans le bain fédéral pouvait effacer le parti du changement de son aura anti-establishment. En outre, l'aile droite du CD&V en avait marre du PS, un avis largement partagé par une grande partie des faiseurs d'opinion flamands.

Certes au niveau flamand, il fallait bien abandonner le poste de ministre-président mais Kris Peeters reçut en échange le poste de premier au fédéral. Puis avec seulement deux partis flamands au pouvoir, il y avait plus de mandats à distribuer. En outre, la N-VA serait souvent isolée au sein du gouvernement fédéral et sous pression sur sa droite car avec le CDH il y aurait toujours un parti de centre (-gauche) au gouvernement et le MR ne se précipite

pas toujours non plus sur la partie la plus à droite de l'échiquier.

Cela dit, la formation de la coalition flamande fut reportée jusqu'à ce qu'il devienne clair que Bart De Wever pouvait mettre sur pied une coalition fédérale.

Jusque-là, tout va bien

Mais le PS avait senti le danger et a vite formé des coalitions régionales avec le CDH de peur de se retrouver partout dans l'opposition.

Beaucoup ont vu dans cette démarche socialiste un coup d'ouverture dans ce qui était en réalité une réaction de panique à la première démarche du CD&V. Ce dernier décida dans la foulée de monter au gouvernement flamand avec la N-VA. De ce fait le scénario A pouvait toujours se concrétiser.

Mais un autre acteur clé, Benoît Lutgen, refusa le rôle qui lui était réservé, un coup qui risque d'encore plus brouiller

les relations dans la "famille" chrétienne-démocrate sur le long terme. CD&V et CDH se retrouvaient encore un moment dans leur préférence pour une coalition- "miroir" des gouvernements régionaux, avec le CD&V, la N-VA, le PS et le CDH. Mais ni la N-VA ni le PS étaient chauds pour la formule. Et c'est ainsi que la coalition actuelle se retrouva sur la table des négociations.

Le CD&V avait encore le jeu en mains à ce moment-là mais son choix devint cornélien, entre la peste et le choléra...

Gouverner avec deux partis flamands de droite n'était pas vrai-

ment confortable pour une formation habituée à se situer au centre. Surtout que l'opposition serait alors surtout de gauche ce qui renforce à tort ou à raison la perception d'un gouvernement antisocial. Cette fois, ce n'était plus la N-VA mais le CD&V qui risquait d'être isolé et de se retrouver sous pression.

Par bonheur, il y avait quand même encore quelques points lumineux dans la nuit: sur le plan fédéral, le MR pourrait être un bon partenaire pour éliminer les aspérités trop marquées à droite parce qu'il serait aussi confronté à une opposition de gauche.

Et puis il fallait bien accueillir l'Open VLD dans le gouvernement flamand mais l'accord gouvernemental avait déjà été négocié et les postes clés comme le Bien-être et l'Enseignement iraient à des chrétiens-démocrates. Va donc pour la "Suédoise", l'alternative étant clairement considérée comme encore pire.

Pendant les négociations fédérales, il devint de plus en plus clair que la position du CD&V était délicate. Le monde associatif et syndical chrétien réagissait de manière plus négative que prévu. Le CD&V mua donc de parti de gestion responsable en parti d'idées et social. Il se mit ainsi à défendre des propositions dont quelques mois plus tôt il se vantait encore d'avoir pu les bloquer au sein du gouvernement Di Rupo.

Le nouveau positionnement fut un élément dans le choix de céder le poste de Premier ministre contre un poste de commissaire européen. Mais ce choix renforçait aussi le nouveau

Ce choix ne manquait pas de logique du point de vue chrétien-démocrate: entraîner la N-VA dans le bain fédéral pouvait effacer le parti du changement de son aura anti-establishment.

positionnement. Cela n'aida pas que Gwendolyn Rutten voulut peser sur le plan fédéral à défaut d'avoir pu le faire au niveau flamand (avec le recul, il n'avait pas vraiment été malin de la part de Wouter

Beke de souligner publiquement et de manière humiliante que l'Open VLD n'avait fait que signer l'accord de gouvernement flamand déjà négocié par la N-VA et le CD&V).

Il n'y a pas eu de vrai accord sur le tax shift et donc pas non plus sur l'impôt sur les revenus du capital, le symbole que voulait le CD&V. Ce fut une première épée de Damoclès au-dessus du gouvernement Michel. Ce dernier est depuis lors bousculé par divers affrontements qui n'expriment en fait qu'une ligne de fracture fondamentale gauche-droite entre les partis flamands.

Ceux qui en auraient déjà assez d'entendre ce disque peuvent se retirer dans les semaines à venir dans une grotte sans connexion Wi-Fi car l'aide sociale spécialisée et l'indexation des loyers ne sont que les zakouskis d'un contrôle budgétaire flamand difficile et d'un débat fédéral sur le tax shift. Des débats où le CD&V est toujours sur la défensive. Mais bon, c'est son propre choix, pris en toute liberté. Le romancier flamand Herman Brusselmans le savait déjà: *"La liberté c'est le choix d'une prison"*... Pour les chrétiens-démocrates, l'alternative était soit se faire reprocher par son arrièraban de gauche de participer à un gouvernement d'horreur antisociale ou de recevoir comme reproche de son aile droite de soutenir un gouvernement marxiste taxatoire. Finalement Wouter Beke a peut-être suivi la sagesse de vie de Mae West: *"A choisir entre deux maux, autant choisir celui que je n'ai pas encore essayé."*

→ Dave Sinardet tient une chronique bimensuelle dans "La Libre" ainsi que dans "De Tijd".